

1^{ER} CAS CONCERNANT LES PERSONNES MORALES (HORS CUMA)

Nombre d'associés - exploitants |__|__|

Un des associés :

- est-il installé depuis moins de 4 ans à la date de la présente demande d'aide ?

oui non en cours d'installation

- Si oui ou en cours :

Date d'installation figurant sur le document d'attribution de l'aide à l'installation : ____/____/____

- aide DJA oui non

- aide DNJA oui non

Si oui : êtes-vous (cochez la case correspondante) : JA NA

- prêt d'honneur oui non

Madame Monsieur

Nom et prénom :

Date de naissance : __/__/____

Un des associés est-il assuré au titre de l'ATEXA ?

oui non

Si répondu non à la question relative à la présence d'un associé nouvellement installé,

L'associé a-t-il atteint l'âge de 67 ans à la date de dépôt de la présente demande d'aide ?

oui non

Si oui, a-t-il fait valoir des droits à la retraite à la date de dépôt de la présente demande d'aide ?

oui non

Si oui, quelle caisse de retraite :

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

N° IBAN |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__|

BIC |__|__|__|__|__|__|__|

2^{EME} CAS CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

1. Etes-vous installé depuis moins de 4 ans à la date de la présente demande d'aide ?

oui non en cours d'installation

- Si oui ou en cours :

Date d'installation figurant sur le document d'attribution de l'aide à l'installation : ____/____/____

- aide DJA oui non

- aide DNJA oui non

Si oui : êtes-vous (cochez la case correspondante) : JA NA

- prêt d'honneur oui non

Date de naissance : __/__/____

Etes-vous assuré au titre de l'ATEXA ?

oui non

Si répondu non à la question relative à la présence d'un associé nouvellement installé,

L'associé a-t-il atteint l'âge de 67 ans à la date de dépôt de la présente demande d'aide ?

oui non

Si oui, a-t-il fait valoir des droits à la retraite à la date de dépôt de la présente demande d'aide ?

oui non

Si oui, quelle caisse de retraite :

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

N° IBAN | |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

BIC | |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

3EME CAS CONCERNANT LES COLLECTIFS EN CUMA

Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la CUMA participant à l'investissement : |_|_| |_|_|

Tableau général des exploitations :

	N° Siret de l'exploitation	Prénom et nom et de l'adhérent ou nom de la société participant au projet
1		
2		
3		
4		
5		

2- CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION OU DE LA CUMA

Présentation de l'activité de votre exploitation ou de votre coopérative (CUMA) : (historique, filière, type d'activité...) :

3- IDENTIFICATION DU PROJET

- Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|_| au |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|_|

DESCRIPTION DETAILLEE ET INTERET DU PROJET (ou rédigez le cas échéant une note explicative à joindre à la demande)

FILIERE D'INVESTISSEMENT CONCERNEE PAR VOTRE PROJET :

Viticulture Arboriculture Maraichage Autre, précisez svp

Tableau à compléter uniquement pour un projet en CUMA :

Données détaillées pour chaque investissement : liste des exploitants agricoles participant à l'investissement demandé à être financé par la Région Nouvelle-Aquitaine
 (Reprendre ces éléments pour chaque groupe constitué par investissement en projet)

Numéro d'ordre de l'investissement (cf. N° indiqués dans Tableau général des exploitations, page 4) :	
Montant de l'investissement HT :	
Autre(s) financeur(s) :	
Référence du devis :	
Dates de réalisation :	

N° Siret de l'exploitation	Prénom et nom de l'adhérent ou nom de la société participant à l'investissement	Raison sociale	Numéro cadastral des parcelles protégées	Surface protégée (ha)
Surface totale protégée (ha)				

Localiser sur un plan, à une échelle adaptée permettant de visualiser la surface couverte, la zone d'intervention de la machine ou le positionnement de l'installation dûment identifié sur le précédent plan de situation.

6- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER POUR LES DEMANDES INDIVIDUELLES (EXPLOITATIONS AGRICOLES)

Pour tous les bénéficiaires / Merci de cocher si vous avez fourni la pièce justificative demandée ou pas		Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire scanné de la demande, daté, complété et signé		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs de dépenses matérielles : devis détaillés <u>en quantité et en prix</u> par type de dépenses. Les devis devront permettre d'identifier clairement le matériel par rapport avec la liste d'investissements éligibles indiquée dans l'appel à projets 2024 V1.0 (disponible sur le guide des aides de la Région Nouvelle-Aquitaine). Si un devis comporte des lignes qui ne sont pas demandées dans le projet, il faudra les rayer ou mettre en surbrillance les lignes souhaitées.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les demandes d'un agriculteur individuel, (personne physique) :	Attestation MSA de régularité sociale (se reporter svp à l'annexe 1 ci-après qui précise le type d'attestation exigible selon le type d'exploitation agricole) ET si, l'attestation MSA ne mentionne pas la <u>qualité de chef d'exploitation</u> pour la personne visée, également une Attestation ATEXA (justification du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles) pour au moins un exploitant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les demandes concernant les personnes morales dont le chef d'exploitation est <u>un non salarié agricole</u> : Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) ou toute autre société.	Extrait KBIS de moins de 3 mois ou équivalent extrait du site ministériel https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Extraits des statuts (associés, qualité, répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation MSA de régularité sociale (se reporter svp à l'annexe 1 ci-après qui précise le type d'attestation exigible selon le type d'exploitation agricole) ET si, l'attestation MSA ne mentionne pas la <u>qualité de chef d'exploitation</u> pour la personne visée, également une Attestation ATEXA (justification du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles) pour au moins un exploitant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les demandes concernant les personnes morales dont l'ensemble des dirigeants sont salariés , relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles et détiennent au moins 25% des parts sociales de ladite société.	Extrait KBIS de moins de 3 mois ou équivalent extrait du site ministériel https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Extraits des statuts (associés, qualité, répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation MSA de régularité sociale (se reporter svp à l'annexe 1 ci-après qui précise le type d'attestation exigible selon le type d'exploitation agricole) Et une attestation de l'expert comptable portant sur l'adhésion au régime de protection sociale des salariés des professions agricoles	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Pour une association dont au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique	Attestation MSA de régularité sociale (se reporter svp à l'annexe 1 ci-après qui précise le type d'attestation exigible selon le type d'exploitation agricole) ET si, l'attestation MSA ne mentionne pas la <u>qualité de chef d'exploitation</u> pour la personne visée, également une Attestation ATEXA (justification du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles) pour au moins un exploitant.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé de déclaration d'association en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif relatif à la certification environnementale niveau 3 (HVE)	Certificat de l'organisme certificateur de niveau 3 (HVE) en cours de validité au dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexes 2 et 3 ci-après, datées et signées		<input type="checkbox"/>	
Justificatif relatif à l'agriculture biologique ou en conversion	Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion au moins sur l'atelier concerné par l'investissement OU Attestation d'engagement délivrée par l'organisme certificateur avec mention de l'année de conversion)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif Assurance multirisque climatique	Attestation d'assurance ou copie du contrat multirisque climatique pour la campagne en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Ou attestation sur l'honneur de souscrire à un contrat multirisque climatique pour la campagne correspondant à l'année de la demande de paiement de l'aide.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires, le cas échéant

Pour les projets concernés par règle d'urbanisme (Exemple tour antigel fixe repliable)	Arrêté de permis de construire ou acceptation de la déclaration de travaux (le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour le matériel de la lutte antigel par aspersion sur frondaison	Arrêté d'autorisation de prélèvement, récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau ou attestation de la DDT/M confirmant que le projet n'est pas soumis à une procédure loi sur l'eau OU document équivalent justifiant l'autorisation de prélèvement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Déclaration sur l'honneur que le système est dédié exclusivement à la lutte contre le gel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Cependant, des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...

6 BIS- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER POUR LES DEMANDES EN CUMA

Pour tous les bénéficiaires. A cocher svp si vous avez fourni la pièce justificative	Pièce jointe
Exemplaire scanné de la demande daté, complété et signé	<input type="checkbox"/>
Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration précisant le ou les investissements demandés et donnant pouvoir au Président de la CUMA pour la représenter	<input type="checkbox"/>
Justificatifs de dépenses matérielles : devis détaillés <u>en quantité et en prix</u> par type de dépenses. Les devis devront permettre d'identifier clairement le matériel en rapport avec la liste d'investissements éligibles indiquée dans l'appel à projets 2024 V1.0. Si un devis comporte des lignes qui ne sont pas demandées dans le projet, il faudra les rayer ou mettre en surbrillance les lignes souhaitées. .	<input type="checkbox"/>
Attestation confirmant que la CUMA est à jour de ses cotisations auprès du HCCA	<input type="checkbox"/>
Justificatif(s) de certification environnementale niveau 3 (HVE) pour les exploitations adhérentes au projet (cf détail pour demande individuelle, tableau ci-dessus)	<input type="checkbox"/>
Justificatif(s) agriculture biologique ou en conversion pour les exploitations adhérentes au projet (cf détail pour demande individuelle, tableau ci-dessus)	<input type="checkbox"/>
Annexes 2 et 3 ci-après, datées et signées 0	<input type="checkbox"/>
Attestations d'assurances multirisques pour 50% des adhérents au projet (cf détail pour demande individuelle, tableau ci-dessus)	<input type="checkbox"/>
Carte identifiant les parcelles protégées et l'emplacement du dispositif de protection (pour chaque dispositif) antigel ou anti grêle	<input type="checkbox"/>
Carte globale à une échelle adaptée positionnant l'ensemble des dispositifs de protection contre le gel ou la grêle	<input type="checkbox"/>
Pièces complémentaires, le cas échéant	
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux (le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant).	<input type="checkbox"/>

Cependant, des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...

7- OBLIGATIONS GENERALES (A COCHER OBLIGATOIREMENT)

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides en matière d'adaptation au changement climatique en arboriculture et viticulture - protection contre le gel et la grêle

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissements.
- Que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

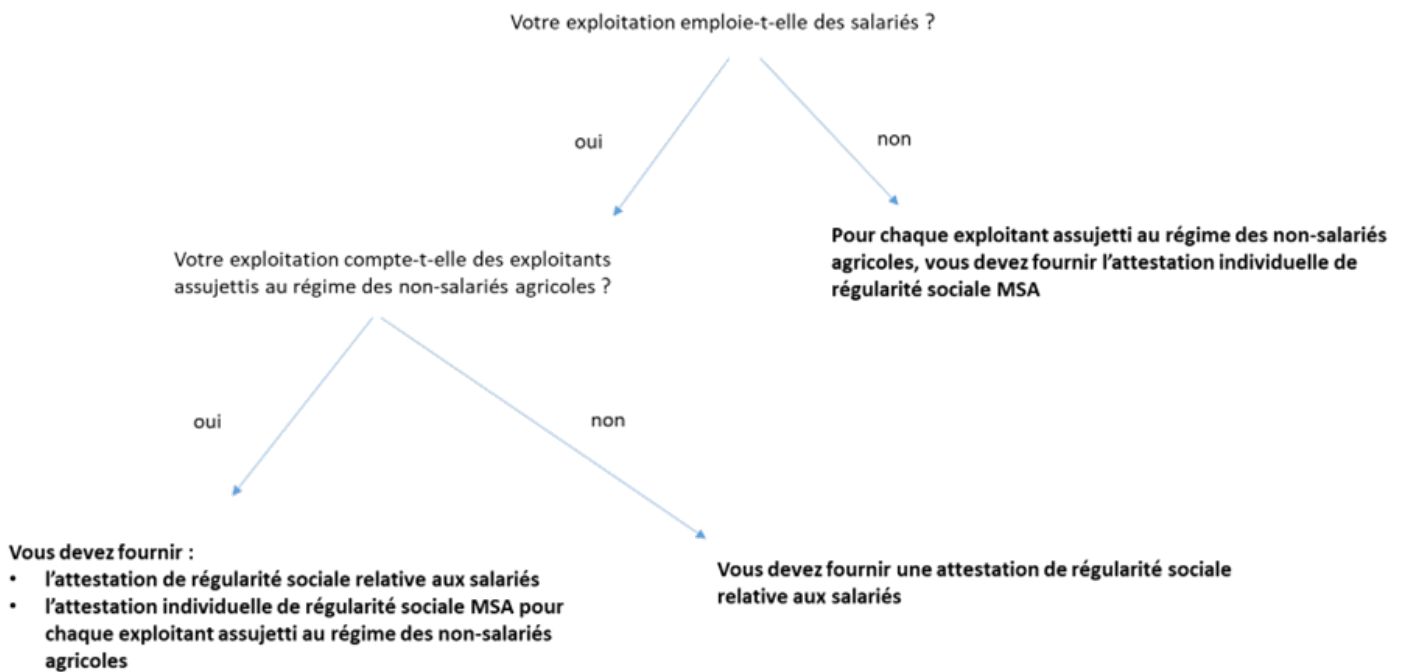
- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la Région de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 3 années à compter de la date de dernière signature de la décision juridique d'octroi de la subvention.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans à compter de la date de dernière signature de la décision juridique d'octroi de la subvention.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant la durée fixée par la décision juridique attributive de votre aide.
- Respecter les obligations en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Annexe 1 : attestation de régularité sociale (obligatoire sauf CUMA).

Attestation de régularité sociale Pièces à fournir selon votre situation



Annexe 2 : Charte d'engagements du bénéficiaire d'une aide régionale envers la Région Nouvelle-Aquitaine :



Charte d'engagements du bénéficiaire d'une aide régionale envers la Région Nouvelle- Aquitaine



Dès 2019, sur la base d'un diagnostic scientifique posé par les plus de 400 chercheurs d'Acclimaterra et d'Ecobiose, la Région Nouvelle-Aquitaine a adopté la feuille de route Néo Terra afin de réorienter l'ensemble des politiques régionales pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et l'érosion de la biodiversité. L'accumulation de crises climatiques, sanitaires, géopolitiques, sociales montre la nécessité d'accompagner et d'accélérer encore plus les transitions environnementales, sociales et économiques de notre territoire.

Cette volonté régionale d'accompagner l'ensemble des bénéficiaires des aides régionales dans cette démarche se traduit dans l'objectif de cette charte : inciter chacun à être acteur des transitions de son territoire et de son écosystème.

Élément constitutif du dossier de demande d'aide, cette charte répond à l'objectif fixé par la Région Nouvelle-Aquitaine de devenir la première région éco-responsable et vise à embarquer le plus grand nombre, afin d'agir résolument pour une Nouvelle-Aquitaine décarbonée, dynamique, solidaire et prospère.

Par l'adoption de cette charte, dans le cadre de ses activités et du projet accompagné, le bénéficiaire de l'aide publique s'engage à mettre en place des mesures (tout ou partie) afin de :

1. Préserver les ressources naturelles

Les actions pourront porter sur :

- l'amélioration de sa gestion de l'énergie (énergies renouvelables, performance énergétique des bâtiments, sobriété, process, autoconsommation...);
- la diminution de la consommation d'eau (gestion, suivi et réduction de la consommation, réutilisation...);
- la réduction de l'impact matière et à la diminution de la production de déchets (approvisionnement durable, écoconception des produits et services, gestion et réduction du volume de déchets, tri, réemploi, valorisation, ...);
- la préservation de la biodiversité (restauration des sols et des zones humides; préservation de la flore, de la faune et des écosystèmes...);
- la réduction des émissions de polluants dans les milieux (eau, sol et air);

-la prévention et la gestion des risques naturels et technologiques (lutte contre les ilots de chaleur, incendies, inondations...).

.../...

2. Œuvrer pour la transition pour tous*

Les actions pourront porter sur :

- la mise en place d'actions pour la formation des salariés et des jeunes (moins de 25 ans) aux métiers d'avenir ;
- l'embauche et la formation d'apprentis et d'alternants ;
- le maintien dans l'emploi des seniors, la transmission des savoir-être et savoir-faire ;
- la lutte contre les discriminations et les actions en faveur de l'insertion professionnelle (notamment des travailleurs en situation de handicap) ;
- assurer le respect de l'égalité professionnelle et salariale Femmes-Hommes et à la lutte contre toutes les discriminations ;
- la promotion de la qualité de vie au travail, en accordant une attention particulière à la santé (de ses salariés et sous-traitants, des consommateurs de ses produits ou des utilisateurs de ses services) et à la sécurité au travail ;
- l'amélioration des gouvernances et politiques salariales, en assurant un partage équilibré des richesses et en encourageant un management humain respectueux et bienveillant à l'égard de chacun.
- enfin, sur la santé environnementale au sens large, tant en termes de risques (effets du bâti, des rejets, de la consommation d'énergie, des émissions de GES, etc. sur l'air intérieur et extérieur, les eaux, les sols) que d'opportunités (plans de mobilité, etc.).

3. Développer l'écoresponsabilité et la décarbonation

Les actions à mettre en place avec des objectifs raisonnablement atteignables pourront porter sur :

- la responsabilité sociale des entreprises (RSE) ou de responsabilité sociale des organisations (RSO) ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre avec, le cas échéant, la mise en place d'un Bilan carbone ;
- le renforcement de l'ancrage territorial (circuits-courts, sous-traitance locale ou régionale qui serait idéalement en phase avec les principes décrits dans cette charte, mécénat caritatif, culturel et sportif, marque employeur) ;
- l'utilisation privilégiée des moyens de transport décarbonés.

Le Représentant du bénéficiaire

(cachet et signature)

** détail des mesures sur le site neo-terra.fr*

Annexe 3 : Modèle attestation d'engagement :

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR
A RESPECTER LES ECO-SOCIO CONDITIONNALITES**

(A joindre à la demande d'aide)

N° dossier MDNA (complété par le service instructeur) :

Projet financé :

Je soussigné(e) (Nom Prénom):

agissant en qualité de :

Représentant légal de :

Raison sociale :

N° SIRET :

Siège social :

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Que la structure (entreprise, collectivité, l'association etc ...) que je représente s'engage à respecter les éco-socio conditionnalités suivantes (cocher la/les cases applicables à votre structure) :

- Ne pas verser de dividendes issus de la subvention (sauf dérogation)
- Ne pas délocaliser, même partiellement, en dehors du territoire régional, des investissements et/ou activités de recherche et développement de l'établissement aidé, dans un délai de 3 ans à compter du versement du solde de l'aide,
- Maintenir l'effectif (emplois CDI) de l'établissement aidé, arrêté lors du paiement du solde de l'aide, pendant une durée de 3 ans à compter du versement du solde de l'aide,
- Informer le Comité Social et Economique de l'octroi de l'aide régionale pour les entreprises disposant d'un CSE

Fait à :, Signature du Responsable légal du bénéficiaire

Le :

Toute fausse déclaration entraînera l'annulation de la participation régionale et le reversement des sommes sera exigé.

En outre, elle peut être punie de peines d'emprisonnement et d'amendes, dans les conditions prévues par le Code Pénal (Article 441-1 et SS)